



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

2 août 2016

La question du « terrorisme » accapare les colonnes des quotidiens, ce jour. Le sujet est abordé sous différents angles, que ce soit à travers la coopération entre la Turquie et Madagascar, ou encore les dispositifs de sécurité mis en place à l'aéroport d'Ivato. La note émise par le Premier ministre, concernant l'Association des musulmans de Madagascar ou FSM, est également mise en lien avec la politique en matière de lutte contre le terrorisme.

Politique interne

RECONCILIATION : POUR LA TENUE D'UNE SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

Le comité d'experts en charge de l'élaboration des textes sur la réconciliation nationale auraient suggéré la tenue d'une session extraordinaire du Parlement, en raison des impératifs d'apaisement politique. En effet, les textes sur la réconciliation risquent de provoquer des débats électriques, au moment où le pays accueillera les Sommets internationaux tels que celui du COMESA et de la Francophonie. Deux textes concernant le processus de réconciliation nationale ont déjà été présentés devant l'Assemblée nationale et le Sénat durant la dernière session extraordinaire, à savoir le texte sur la réconciliation proprement dit ; et le projet de loi portant création d'une Cour Spéciale sur la délinquance économique, financière et fiscale. L'examen de ces textes a été ajourné par l'Assemblée nationale, essentiellement par les députés partisans de Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, craignant que ces lois ciblent ces leaders politiques qui sont candidats potentiels aux élections présidentielles de 2018. La quiétude pour les préparatifs des élections présidentielles de 2018 représente également l'enjeu du processus de réconciliation (L'Express de Madagascar, p. 3).

LES ADVERSAIRES POLITIQUES QUI DERANGENT LE REGIME RAJAONARIMAMPINANINA

Bien qu'il n'y ait pas d'opposition officielle qui siège à l'Assemblée nationale, le régime a des adversaires politiques déclarés. Il en est ainsi de l'ancien Président de la Transition, Andry Rajoelina, lequel a choisi le silence en s'installant à Paris avec sa famille. Par contre, l'opérateur économique Mamy Ravatomanga est toujours associé à Andry Rajoelina. Ce « bailleur » fait l'objet de suspicions chaque fois qu'un acte de déstabilisation se produit. Son domicile avait d'ailleurs été perquisitionné dans l'affaire Lylison René. Les politiciens au sein du mouvement « Mitsangana Ry Malagasy » figurent également parmi ces opposants qui réclament la démission du Président de la République. Parmi eux se trouvent les anciens Premiers ministres Omer Beriziky et Camille Vital, ainsi que les candidats malheureux aux dernières présidentielles dont Hajo Andrianainarivelo et Sylvain Rabetsaroana. En même temps, le couple Ravalomanana reste la bête noire du régime. Marc Ravalomanana en tant que candidat potentiel aux élections de 2018 et Lalao Ravalomanana en sa qualité de mairesse de la ville d'Antananarivo nourrissent des ambitions politiques, que le régime tente de tamponner en contrôlant l'activité économique du premier, et en faisant en sorte que Lalao Ravalomanana ne réussisse pas à relever le défi qu'elle s'est lancée durant sa campagne

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



électorale. Mis à part les politiques, le régime s'est également mis à dos les syndicalistes et la société civile, pour ne citer que le « Afo Sendilkaly » dont le dirigeant est également membre du « Dinika ho Fanavotam-pirenena » ; ainsi que le président de l'Alliance Voahary Gasy, Ndranto Razakamanarina. Enfin, il faut citer les « détenteurs de secret » qui restent gênants, du fait que la divulgation de ces secrets pourrait compromettre la crédibilité de certains dirigeants. L'on peut citer, entre autres, Norbert Lala Ratsirahonana, anciennement conseiller de Hery Rajaonarimampianina mais qui commence à prendre ses distances ; ainsi que Jules Etienne, lequel a retiré sa candidature en 2013 au profit du Président, sans oublier Solofo Rasoarahona qui détient la vérité sur certains « dossiers », ou encore Patrick Zakariasy qui en connaît beaucoup sur les trafics illicites et les mauvaises gestions du Port de Toamasina. **(Midi Madagasikara, p. 2)**

- A ce jour, le pouvoir en place n'a pas répondu à l'appel lancé afin de jouer le rôle de facilitateur dans l'organisation de la Table ronde nationale, suggérée par la conférence épiscopale « Justice et Paix ». Le Premier ministre a bien rejeté l'idée, « mais l'appel s'adressait au Président de la République et non au Premier ministre », a expliqué le journaliste Soava Andriamarotafika, membre du « Dinika ho Fanavotam-pirenena » ou « Initiative pour parvenir au dialogue pour le salut de la nation » **(L'Express de Madagascar, p. 5)**
- Le mouvement « Dinika ho fanavotam-pirenena », composée notamment de l'Afo sendilkaly, des journalistes du Mouvement pour la liberté d'expression, et des associations religieuses se donne rendez-vous ce jour pour une réunion avec un Comité d'experts. Ce comité est en charge de la préparation technique de la prochaine réunion du Mouvement « Mitsangana ry Malagasy ». **(Midi Madagasikara, p. 3)**

Economie et société

LUTTE CONTRE LE TERRORISME : FILTRAGE SEVERE A L'AEROPORT D'IVATO

Le hall de l'aéroport international d'Ivato est interdit d'accès depuis l'attentat meurtrier du 26 juin dernier. Seuls les détenteurs de passeport avec visa de séjour accèdent à l'intérieur de la zone aéroportuaire. Les accompagnateurs autorisés sont uniquement ceux qui ramènent des enfants et des personnes âgées. Les hautes autorités de l'Etat quant à elles, peuvent être accompagnées jusqu'à leur entrée/sortie de la salle d'embarquement ou de débarquement. Les gendarmes procèdent aux fouilles des voitures suspectes dès l'arrivée au parking. Cette mesure sera définitive et renforcée durant les Sommets internationaux à venir. Pour justifier ces dispositifs de sécurité, le Chef de la Police de l'air et des frontières a indiqué que « les trafics illicites et peut-être, le transport d'explosifs si l'on parle de terrorisme, passent par le parking ». Ces mesures s'inscrivent également dans le cadre de la protection des voyageurs, des infrastructures elles-mêmes, et du secteur tourisme. Concernant les arguments selon lesquels ces dispositifs sont contraires au principe de liberté de circulation, ce responsable a réitéré que les forces de l'ordre demandent seulement à ce que les individus qui accèdent à la zone aient un motif valable. **(Midi Madagasikara, p. 17)**

- Les événements planétaires de ces derniers mois ont montré qu'aucun pays n'est à l'abri des actes terroristes. Les puissances mondiales, les francophones, les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



anglophones, les musulmans, les chrétiens, ... personne ne peut échapper à la terreur du fanatisme. Dans trois mois, Madagascar accueillera le Sommet de la Francophonie ; un terrain propice à des troubles et des tensions pour les fanatiques. Les autorités étatiques ont peut-être pris leur responsabilité. Mais il faut rappeler qu'après les attentats du 26 juin dernier, la suite des enquêtes n'est toujours pas connue, note l'éditorialiste de **Les Nouvelles (p.3)**.

- Le sentiment des Malgaches est plutôt morose, car la liberté se limitera à rester cloîtré chez soi. La liberté d'informer, la liberté d'aller et venir et la liberté tout court sont écornés, commente **La Gazette de la Grande Île (p. 2)**.
- La Haute Cour Constitutionnelle a déclaré que la convention internationale du 13 avril 2005 pour la répression des actes de terrorisme nucléaire ainsi que la loi autorisant l'adhésion de Madagascar à ladite convention, sont conformes à la Constitution. (**Midi Madagasikara, p. 3**)

JEUX DE LA CJSOI : FORTE MOBILISATION DES FORCES DE L'ORDRE

Un milliers d'hommes issus des forces de l'ordre sont mobilisés dans la sécurisation des Jeux de la Commission de la Jeunesse et des Sports de l'Océan Indien, du 30 juillet au 5 août prochain. En outre, des équipes de spécialistes en explosifs, en sécurisation des hautes personnalités, en assistance médicale ainsi que des hommes de la police judiciaire, prêts à agir à tout moment, sont de surcroît déployés. Un fort déploiement d'éléments est, entre autres, remarqué au Palais des Sports de Mahamasina et au stade de Mahamasina ainsi qu'au Gymnase couvert. Des fouilles systématiques sont effectuées pendant les compétitions. (**L'Express de Madagascar, p. 5**)

ASSOCIATION FSM : VERS UNE PLAINTÉ CONTRE LE PREMIER MINISTRE

Les musulmans de Madagascar regroupés au sein de l'association FSM montent au créneau, face à « l'ingérence du Premier ministre et non moins ministre de l'Intérieur Olivier Solonandrasana Mahafaly dans les affaires internes » de leur association. Et pour cause, le 27 juin dernier, celui-ci a pris une note relative à la prorogation de 6 mois des missions du Comité provisoire chargé de préparer l'élection des nouveaux membres du Conseil d'administration de cette association. Suite à cette note, le Conseil d'administration a décidé de porter plainte contre le Premier ministre devant la Justice. Cette note est considérée comme contraire aux amendements apportés au statut de l'association qui a été voté lors du 5^{ème} congrès en septembre 2015. En effet, les nouveaux membres du Conseil d'administration ont déjà été élus lors de ce 5^{ème} congrès. « Ainsi, comment expliquer qu'un comité provisoire ait été chargé de préparer une autre Assemblée générale », s'insurge les membres du conseil d'administration. Ce Comité provisoire a prévu d'organiser un autre congrès les 25 et 26 août prochains, avec à l'ordre du jour la destitution du Conseil et l'élection de nouveaux dirigeants. (**Midi Madagasikara, p. 3 ; La Vérité, p. 3**)

- **La Vérité (p. 3)** émet l'hypothèse selon laquelle le Premier ministre semble résolu à engager un combat contre les musulmans malgaches, dans le but machiavélique de semer le désordre au sein de ladite communauté et bénéficier ainsi d'un financement anti-terroriste.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Communauté internationale

DECLARATIONS DU DIPLOMATE TURC : LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Une lettre ouverte a été adressée par les parents d'élèves du Collège Light International et de l'Institut Ravinala, au Président de la République pour dénoncer les déclarations de SEM Volkan Türk Vural, Ambassadeur de Turquie à Madagascar. Ce dernier a, en effet, sollicité la fermeture de ces deux établissements appartenant à ce qu'il appelle « Organisation terroriste Fethullah Gülen ». Les déclarations de l'ambassadeur sont considérées comme « diffamatoires à l'encontre des ressortissants turcs et malgaches qui travaillent dans ces deux établissements. Ces ressortissants turcs ne sont pas des terroristes et les élèves ne sont pas formés à devenir des terroristes », peut-on lire dans cette lettre. (Madagascar-Laza, p. 2)

- *Intervenu sur les ondes d'une station de radio privée, un responsable du Collège Light International a estimé que l'Ambassadeur n'a aucune preuve de ce qu'il a avancé. « Nous sommes contre toute forme de terrorisme. L'enseignement reste l'unique vocation de notre école », a-t-il martelé. Aussi, l'institution prévoit de porter plainte contre l'Ambassadeur pour diffamation. (Les Nouvelles, p. 8)*
- *Les musulmans se mobilisent énormément pour créer des écoles, des hôpitaux, des centres sociaux et autres. Cela fait partie des préceptes musulmans d'aider les plus démunis. Mais des doutes subsistent quant aux modalités de financement de ces œuvres sociales, remarque Tia Tanindrazana (p. 2). Il est important dorénavant de faire la différence entre les terroristes extrémistes radicaux et les simples croyants musulmans. Et ce, pour empêcher que des attentats comme ceux du 26 juin dernier ne se reproduisent.*
- *« Le terrorisme ne doit pas être pris à la légère », a indiqué Boto Tsara Dia Lamina, Directeur général du SAMIFIN ou Service de renseignement financiers. D'ailleurs, une délégation du COMESA sera à Antananarivo du 8 au 12 août prochain dans le cadre de la préparation du Sommet prévu en octobre, mais également pour doter le SAMIFIN du matériel nécessaire pour la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le terrorisme. (Les Nouvelles, p.2).*
- *Trois candidates aux examens du baccalauréat qui portaient le voile, signe distinctif de l'appartenance à la religion musulmane, ont failli ne pas accéder à la salle d'examen à Morondava, dans la région Menabe. Et pour cause, elles ne portent pas de voile dans leur photo d'identité, ce qui a suscité la suspicion des responsables. Le malentendu a été réglé rapidement, lorsqu'elles ont expliqué qu'elles portent le voile à cause de leur religion. (Tia Tanindrazana, p. 3)*
- *« Terrorisme à Madagascar : des Turcs pointent du doigt des Turcs », titre Madagascar Matin (p. 3). Et d'ajouter que l'Ambassadeur turc n'écarte pas l'hypothèse que des actes terroristes semblables à ceux qui se sont produits en Turquie puissent se manifester à Madagascar, vu que sa situation politique actuelle n'est pas loin de celle de la Turquie.*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



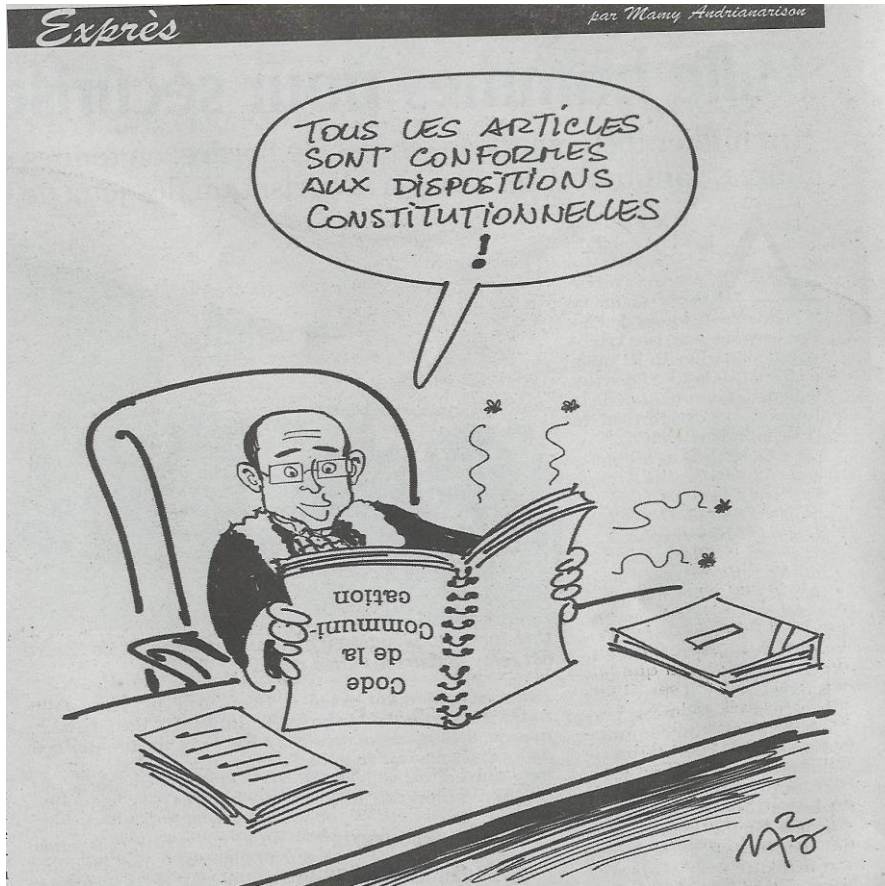


INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

